

11^e Biennale de la sociologie
de l'urbain et des territoires (RT9/AFS)

EHESS - CAMPUS MARSEILLE



VILLE ET CAPITALISME



17, 18, 19
Octobre 2018

Inscription obligatoire
www.afs-socio.fr/RT9
rt9afs@gmail.com



Les 17, 18 et 19 octobre 2018, le Réseau Thématique de l'Association française de sociologie consacré à la [sociologie de l'urbain et des territoires \(RT9\)](#) organise à Marseille, sa 3^e Biennale, qui fait suite aux deux premières éditions organisées à Lille en décembre 2014 et à Toulouse en septembre 2016.

Ces journées d'études ont vocation à rassembler l'ensemble des sociologues français-e-s, et plus largement les chercheur-e-s en sciences sociales (politistes, anthropologues, économistes, géographes, historiens, démographes, etc.), qui travaillent sur les questions urbaines et territoriales. Cette manifestation se veut un moment privilégié d'échanges et d'analyses autour d'une grande thématique de recherche.

Cette année, la Biennale se tiendra sur **le campus Marseille de l'EHESS** (Vieille Charité, 2 rue de la Charité, 13002 Marseille), à 15 minutes à pied de la Gare Saint-Charles, Arrêt de tramway T2 ou T3 Sadi Carnot, ou en vélo libre-service : www.levelo-mpm.fr), avec le soutien de l'Ined, du LISST (Université de Toulouse Jean Jaurès), du CESAER (INRA-Agrosup), de l'IRISSO (Université Paris-Dauphine-PSL), du LAMES (Université Aix-Marseille), du CRESPPA-CSU (Université Paris 8), du CeRIES (Université de Lille), du Centre Norbert Elias et du PRINTEMPS (Université Versailles Saint-Quentin).

La première journée (mercredi 17/10) est consacrée à **l'atelier doctoral du RT9**. Rendez-vous annuel depuis une dizaine d'années, cet atelier autogéré est organisé par un comité ad hoc de doctorant-e-s du RT9, avec l'appui d'un comité scientifique d'enseignant-e-s chercheur-e-s confirmé-e-s. La thématique de son édition 2018 est : [Les relations experts-usagers à l'épreuve des lieux](#) (voir le programme p. 2).

Les deuxième et troisième journées (jeudi 18/10 et vendredi 19/10) constituent le cœur de la Biennale. Elles comportent trois séances plénières et dix ateliers thématiques, consacrés aux [différents aspects du lien entre ville et capitalisme](#).

En espérant vous y retrouver nombreuses et nombreux.

Le bureau du RT9

Vincent BAGGIONI (Université Aix-Marseille/LAMES)
François CUSIN (Université Paris-Dauphine-PSL/IRISSO)
Eleonora ELGUEZABAL (INRA-CESAER)
Camille FRANÇOIS (Université Paris 8/CRESPPA)
Rémi HABOUZIT (Université de Versailles St-Quentin/ Printemps, Université Aix-Marseille/LEST)
Anne LAMBERT (Ined/CMH)
Lydie LAUNAY (Institut national universitaire Champollion/LISST) – présidente du bureau
Clément RIVIERE (Université de Lille/CeRIES)

> Inscription obligatoire, avant le 01/10/2018

[Les frais et modalités d'inscription à la biennale sont détaillés page 13.](#)

Atelier doctoral du RT9

Les relations experts-usagers à l'épreuve des lieux

Salle A, 2^e étage (EHES)

> 09h30-09h45 : Accueil Petit déjeuner

> 09h45-10h00 : Ouverture

10h00-12h00 : La « figure de l'utilisateur » dans la culture professionnelle - Joseph CACCIARI

Pauline DETAVERNIER (LIAT)

La conception architecturale des cheminements piétons en gare à l'épreuve de l'utilisateur

Guillaume LACROIX (LAVUE), Sarah THIRIOT (PACTE), Nicolas BATAILLE (CRENAU-AAU/CITERES)

Les appropriations multiples de l'injonction à "l'utilisateur" dans la mise en œuvre de l'action publique urbaine : le retour d'une ingénierie urbaine

> 12h00-13h30 : Déjeuner

13h30-15h30 : L'utilisateur comme ressource - Sandra FIORI

Quentin MARCHAND (PRODIG)

Stratégies des experts et pratiques citoyennes : la reformulation d'un projet de transport à l'épreuve des lieux des stations de métro de Lima-Callao (Pérou)

Audrey CHERUBIN (CEMCA-UMIFRE/CREDA)

Usages experts de la légitimité et de la compétence de l'utilisateur dans la transition écologique du transport urbain à Mexico

> 15h30-16h00 : Pause-café

16h00-18h00 : Logiques contradictoires : entre conduite de projet et mobilisation citoyenne - Véronique BIAU

Stéphane WOJNAROWSKI (LAVUE)

La fabrication de la ville contemporaine : une structuration entre gestion et démocratie ?

Benjamin LECLERCQ (LAVUE)

L'institutionnalisation du développement social urbain dans les grands ensembles HLM : la délibération entre habitants et gestionnaires à l'épreuve des « incivilités »

Membres du comité d'organisation :

Laura GUERIN (Université Paris 8, CRH-LAVUE)
Alicia JACQUOT (Aix-Marseille Université, LEST)
Rovy PESSOA FERREIRA (ENSAL, EVS-LAURE)
Coralie ROBERT (Université Paris X, CRH-LAVUE)

Avec le soutien de :



Membres du comité scientifique :

Tiphaine BERNARD (Université Paris 8, AUS-LAVUE)
Véronique BIAU (ENSAPLV, LET-LAVUE)
Sabrina BRESSON (ENSAPVS, CRH-LAVUE)
Joseph CACCIARI (Université Paris-Est, UPEM)
Sandra FIORI (ENSA Lyon, EVS-LAURE)
Anthony PECQUEUX (CNRS, CRESSON-AAU)
Julie POLLARD (Université de Lausanne, IEPHI)
Nadine RIBET (ENSA Lyon EVS-LAURE / Centre Edgar Morin)
Nadine ROUDIL (ENSA Lyon, CRH-LAVUE)
Corine VEDRINE (ENSA Lyon, EVS-LAURE)

Inscription gratuite obligatoire avant le 01/10/2018

<https://rt9-afs-ad2018.sciencesconf.org>

Ville et capitalisme

Cinquante ans après la publication de l'ouvrage *Le droit à la ville*, d'Henri Lefebvre, la troisième Biennale de la sociologie de l'urbain et des territoires propose d'interroger les interactions entre les dynamiques du capitalisme et les dynamiques urbaines et territoriales. Les liens entre ville et capitalisme constituent en effet une interrogation fondatrice des recherches portant sur le fait urbain, comme l'illustrent l'ancienneté et le nombre des travaux en histoire et en sociologie ayant analysé les dynamiques croisées des révolutions industrielles, de l'urbanisation et de la marchandisation du sol et de l'immobilier depuis le début du XIX^e siècle. La ville y apparaît à la fois comme un lieu essentiel de production de capitalisme et un monde social transformé par l'essor et les mutations du capitalisme. Un temps délaissée en raison du déclin du paradigme marxiste dans la sociologie française, de la spécialisation des objets de recherche et du rétrécissement des échelles d'observation, cette question a récemment retrouvé son actualité sous l'effet de plusieurs facteurs.

Premièrement, les transformations contemporaines du capitalisme lui-même, marquées par le tournant postindustriel et les processus de mondialisation, de financiarisation et de déréglementation ont des conséquences territoriales fortes. Un des effets les plus frappants de ces processus se manifeste par les restructurations économiques et sociales profondes des villes et des territoires industriels, soulignant l'opposition entre des espaces « gagnants » de la mondialisation (villes globales, villes à forte spécialisation technologique, nouvelles villes-ateliers) et des territoires « perdants », confrontés au déclin économique et démographique.

Deuxièmement, si l'accélération de la circulation des hommes et des marchandises s'est traduite par l'intensification de la concurrence interurbaine, cette dernière s'est vue renforcée sous l'effet de la production de discours, de dispositifs et de représentations qui mettent en scène la concurrence entre les villes, classent et hiérarchisent les territoires. Depuis une trentaine d'années, la compétitivité et l'attractivité urbaines sont ainsi devenues des thèmes centraux pour les décideurs publics et privés. Ces pratiques diffuses participent de la « mise en concurrence » des villes dans le cadre de politiques plus libérales et d'un capitalisme à la fois plus global et plus urbain. La multiplication des travaux depuis les années 1990 sur la gouvernance des villes et la montée de l'entrepreneuriat urbain témoignent en même temps de ce recours croissant des collectivités aux acteurs privés pour assurer le développement de leur territoire et la gestion des services urbains (distribution d'eau, ramassage des ordures ménagères, contrôle du stationnement, etc.).

Troisièmement, l'analyse des relations entre ville et capitalisme renvoie à la question de la recomposition des inégalités socio-spatiales. Du point de vue des populations, les inégalités socio-spatiales peuvent s'exprimer en termes de revenus, de patrimoine, de trajectoires socioprofessionnelles, mais aussi en termes d'accès à la ville, aux transports, aux marchés locaux du travail, aux équipements ou encore à la qualité environnementale. La crise des *subprimes*, survenue aux Etats-Unis à partir de 2007, a par ailleurs relancé la réflexion sur les risques économiques et socio-spatiaux liés à la financiarisation de l'immobilier dans un contexte marqué à la fois par le développement de pratiques de titrisation et de spéculation peu régulées.

Enfin, l'intérêt renouvelé des sociologues pour la question des liens entre ville et capitalisme se nourrit de plusieurs évolutions récentes du champ des sciences sociales, telles que la traduction et la diffusion des travaux de géographie « radicale », des travaux (critiques ou non) s'intéressant aux facteurs de croissance économique des plus grandes métropoles et des recherches récentes attirant l'attention au-delà des villes qui réussissent et des facteurs de cette réussite, sur la « ville ordinaire ».

> 9h30 – Salle du Miroir : Introduction générale de Lydie Launay (Présidente du RT9), de Jean Boutier (EHESS, chargé de mission auprès de la Présidence pour le campus Marseille)

1^{re} Plénière – 10h00-12h45 – Salle du Miroir (Rdc) – Présidée par François CUSIN

Marchandisation, financement et production de l'espace

Michael STORPER (UCLA, Science Po Paris, LSE)

Ville et marché : une relecture institutionnelle et politiques

Depuis l'aube de l'urbanisation, la ville est façonnée par une division de travail plus ou moins régulée par les relations marchandes ou quasi-marchandes, quel que soit le système économique en question. Cependant, le capitalisme moderne présente quelques spécificités en la matière du fait de son dynamisme endogène résultant de plusieurs révolutions industrielles et de l'individualisation progressive de la société depuis le début du XIX^e siècle. Le rôle des constructions idéologiques, telles les notions de « néolibéralisme » ou de « dirigisme », jouent des rôles relativement mineurs par rapport à la force essentielle de la technologie et la division du travail dans l'urbanisation. En effet, depuis au moins le XVI^e siècle, les villes occidentales représentent le lieu privilégié où se déploient des processus de libéralisation *de facto* ou *de jure*, visibles à travers le rôle de plus en plus central de la finance, la marchandisation de la vie quotidienne et surtout le logement. Dans ce domaine, ces processus s'observent aussi bien dans la mobilité intra- et inter-urbaine des ménages, la compétition pour le foncier urbain que dans la stratification socioéconomique de l'espace urbain. En revanche, l'époque contemporaine nous présente des versions de ces dynamiques structurelles qui lui sont propres et qui varient d'une société à l'autre : une financiarisation plus forte du sol urbain ; des formes de dérivation structurelle dues aux dynamiques de ségrégation et d'« *auto-sorting* » (auto-séparation ou auto-ségrégation) dans l'espace urbain ; la gouvernance fragmentée comme mode politique du gouvernement urbain ; les révolutions technologiques successives qui bouleversent les habitudes et les rapports de pouvoir entre groupes ; les dynamiques historiques de constructions d'identités de groupes (classe, ethnie, etc.). La meilleure façon de comprendre ces phénomènes est ainsi de marier une approche structuraliste qui prend en compte la nature fondamentale du capitalisme moderne avec celle des institutions et politiques qui révèle les formes concrètes de la ville et de sa société.

Manuel AALBERS (KU Leuven, the University of Leuven)

The Real Estate/Financial Complex

Real estate and finance were at the roots of the global economic crisis that started in 2007 and continues to drag on. The connections between real estate (both residential and non-residential), finance and states still remain under-researched and under-theorized. A subset of economics has focused on real estate finance, but generally their models are too abstracted in the eyes of other social scientists and state institutions are either ignored or seen as frustrating the market mechanism. To further our understanding of the connections between real estate, finance and states, we therefore need to pay more attention to scale and politics. Alternatively, we look for inspiration in the interdisciplinary fields of political economy and urban studies. We not only need a stronger connection between finance and real estate, we also need a stronger connection between these two fields and the different scales they study : local/urban, national and global. I here propose a new metaphor that can help us to centre attention on the connections between real estate, finance and states : the real state/financial complex, akin the military/industrial complex. Like the military/industrial complex, the real state/financial complex should be seen as triangles since states and their many institutions are also part of the equation. Despite discourses of withdrawing states, absent states and failed states, the hand of the state in its many guises is visible everywhere in real estate, finance and its connections.

Julie POLLARD (Université de Lausanne, IEPHI)

Que régule le politique ? Mener les politiques du logement avec les promoteurs immobiliers

L'essor des promoteurs immobiliers, depuis le début des années 2000, en France, a plusieurs visages : place croissante dans la construction de logements neufs, extension de leur sphère d'intervention (vers l'aménagement urbain notamment), élargissement des territoires d'implantation, entrée dans la construction de logements sociaux, etc. De fait, ils apparaissent en position de plus en plus centrale dans la fabrication de la ville. A bien des égards, la situation semble faire écho aux évolutions décrites, depuis plusieurs décennies déjà, aux Etats-Unis et dans nombre de pays européens : le développement urbain serait dominé, voire confisqué, par des acteurs privés, au premier rang desquels figurent investisseurs et promoteurs immobiliers. En analysant ces évolutions dans une perspective de sociologie de l'action publique, cette communication montre que cet essor a été largement conditionné par l'évolution des formes de régulation politique dans le secteur du logement. Cette communication s'inscrit dans une longue tradition de recherche urbaine sur l'encastrement institutionnel et politique des acteurs économiques privés dans la ville. Pour comprendre ce que régule le politique, elle articule plusieurs questionnements. *Pourquoi et pour qui le politique régule-t-il ?* C'est interroger la volonté même de réguler (ou pas) les activités des acteurs économiques privés, et questionner les objectifs politiques (explicites ou implicites) ainsi poursuivis. Lutter contre la spéculation et contrôler les prix de vente des logements, influencer les localisations des projets immobiliers et imposer des normes énergétiques, favoriser les accédants à la propriété au détriment des investisseurs (ou l'inverse), etc. Autant d'objectifs, parfois contradictoires, poursuivis par les acteurs publics, à différents niveaux de gouvernement. *Comment le politique régule-t-il ? Et avec quels effets ?* C'est observer les ressources et instruments de régulation politique, ainsi que leur mise en œuvre. C'est aussi s'attacher aux effets générés à différents horizons temporels, en particulier en termes de rapports de force entre acteurs publics et privés, et entre acteurs publics locaux et nationaux.

> 12h45-14h00 : Pause Déjeuner

Séances-ateliers du jeudi 18/10, 14h00-16h00

1. COMPETITIONS TERRITORIALES

Salle A (2^e étage - EHESS) – Présidée par : Vincent BAGGIONI

Matthieu ADAM (LAET-ENTPE)

La métropole, une marque comme les autres ? Analyse des cibles, du positionnement et de la stratégie de branding territorial de Lyon

Antoine GUIRONNET et **Ludovic HALBERT** (Université Paris-Est, LATTs)

Vendre les métropoles au Marché international des professionnels de l'immobilier (Mipim), le cas des collectivités françaises

Quentin SCHNAPPER (ENS Ulm/PSL, CESAER INRA)

« Un maire c'est un commercial, il a la petite valise et il va voir les entreprises » Défense du commerce, conflits politiques et promotion de l'attractivité d'un bourg périurbain de Vendée (1980-2017)

Deborah GALIMBERTI (Université de Florence)

Unusual suspects ? Les professionnels du développement local et la construction politique de la compétition interterritoriale dans les métropoles européennes

2. PRIVATISATION : DISPOSITIFS ET JEUX D'ACTEURS

Salle de réunion (3^e étage - CNE) – Présidée par : Camille FRANÇOIS

Marie-Pierre LEFEUVRE (Université de Tours, Cost-CITERES) et **Romain MELOT** (Université Paris-Saclay, INRA-Sadapt)

Les copropriétés, instruments de privatisation de la production de l'espace ?

Géraldine DJAMENT (Université de Strasbourg, SAGE), *La forme collection du capitalisme appliquée à l'espace urbain dans la métropolisation : l'émergence d'une patrimonialisation par appropriation entrepreneuriale typique de la nouvelle étape du capitalisme*

Pedro GOMES (Université Paris-Est, Lab'Urba)

Comment rendre une place prête à privatiser : ville entrepreneuriale, urbanisme convivial et jeux d'acteurs au Martim Moniz, à Lisbonne

Gabriel FAUVEAUD (Université de Montréal), **Marc-André HOULE** (Collège de Maisonneuve) et **Louis GAUDREAU** (Université du Québec)

La promotion immobilière et la copropriété divisée à l'ère de la financiarisation à Montréal

3. EXPERIENCES RESIDENTIELLES SOUS CONTRAINTES

Salle pédagogique du musée d'archéologie méditerranéenne (1^{er} étage) – Présidée par : Clément RIVIERE

Renaud GOYER (Université de Montréal, Crach)

L'expérience du capitalisme dans l'espace urbain : rapports sociaux inégalitaires dans les récits de locataires montréalais

Elie GUERAUT (Université Paris Descartes, Cerlis / Cesaer, Inra) et **Achille WARNANT** (EHESS, Géographie-Cités)

Désengagement de l'Etat et déclin des villes moyennes. Ascension et fragilisation de la petite bourgeoisie culturelle d'une ville moyenne du centre de la France (1977-2018)

Hélène JEANMOUGIN (Université Aix-Marseille, LAMES)

Déménagements contraints et ségrégation des allocataires du Hartz IV dans le quartier en gentrification du Nord-Neukölln (Berlin)

Thomas WATKIN (Université de Nîmes, Projekt / EHESS, CMH)

L'action communautaire comme mode de régulation immobilière et sociale : dispositifs de confiance et de défense des Latinos face à la crise des subprimes à Boston

4. REGULATIONS ET ACTIONS PUBLIQUES DANS LES METROPOLES

Salle B (2^e étage – EHESS) – Présidée par : Rémi HABOUZIT

Fabien DESAGE (Université de Lille, CERAPS), **Frédéric MERCURE-JOLETTE** (Université de Montréal)

Le gouvernement dépolitisé des grandes métropoles ou la construction d'une incapacité politique ?

Christophe PARNET (Sciences Po Lyon, Triangle)

Entrepreneurs de métropoles : les patrons à l'assaut de la scène métropolitaine marseillaise (2008-2016)

Clément BOISSEUIL (Sciences Po Paris, CEE)

Les nouveaux agencements marchands de l'acquisition foncière au sein du Grand Paris : foncier classique, tréfonds et foncier aérien

Nicolas BATAILLE (Université de Tours, CITERES / ENSA Nantes CRENAU-AAU)

Un nouvel esprit de l'ingénierie urbaine ? Reconfiguration des processus et acteurs de la production urbaine dans la « cité par projets »

5. SEGREGATIONS URBAINES

Salle du Miroir (Rdc) – Présidée par : Eleonora ELGUEZABAL

Margot DELON (Sciences Po Paris, OSC)

Qui sont les propriétaires-bailleurs ? Analyse des variations sociales et territoriales de la propriété locative dans les enquêtes Logement et Patrimoine

Quentin RAMOND (Sciences Po Paris, OSC)

Quel est le rôle du statut d'occupation du logement dans les dynamiques de ségrégation résidentielle des classes moyennes ? Une analyse des évolutions dans les principales villes françaises (1999-2013)

Bruno COUSIN (Sciences Po Paris, CEE), **Matteo DEL FABBRO** (GSSI, L'Aquila), **Niccolò MORELLI** (Université de Bologne), **Matteo PIOLATTO** (Université de Milan), **Jonathan PRATSCHKE** (Université de Salerne) et **Tommaso VITALE** (Sciences Po Paris, CEE)

Les dynamiques de la ségrégation socio-spatiale dans les grandes métropoles italiennes : Milan, Rome et Naples entre 1991 et 2011

Pascal MARICHALAR (EHESS-IRIS)

Valeurs foncières et valeurs-limite d'exposition aux polluants : la gestion de la pollution industrielle héritée dans les villes pauvres du centre du New Jersey (des années 1970 à nos jours)

> 16h00-16h30 : Pause café

2^e Plénière – 16h30-19h00 – Salle du Miroir (Rdc) – Présidée par : Anne LAMBERT

Projection/ Débats autour de *Bricks*

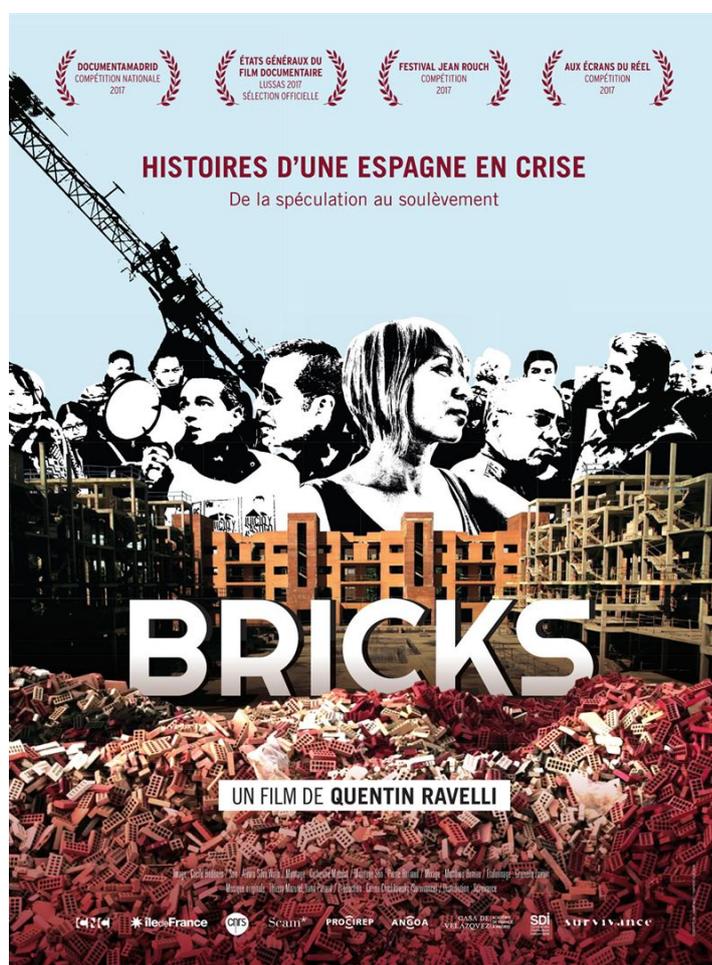
Documentaire réalisé par **Quentin RAVELLI (CMH)**

Avec la participation de

Thomas AGUILERA (Science Po Rennes-ARENES)

et

Charlotte VORMS (Université Paris 1, Centre d'histoire sociale du XXe siècle, IUF)



Des carrières d'argile abandonnées aux crédits immobiliers impayés, la brique espagnole incarne le triomphe puis la faillite économique du pays. Usines qui ferment la moitié de l'année, ville-fantôme curieusement habitée, luttes populaires contre les expropriations orchestrées par les banques : suivre le parcours d'une marchandise permet de donner un visage à la crise. Et de dessiner les stratégies individuelles et collectives qui permettent de la surmonter.

> 19h00 ... : Cocktail - cour de la Vieille Charité

Capitalisme et territoires

Michel GROSSETTI (CNRS LISST / EHESS)

Performance et attractivité des métropoles : une légende urbaine

Selon une conception très répandue, les villes sont engagées dans une compétition permanente pour accéder à des ressources et attirer des personnes ou des entreprises susceptibles d'accroître leur développement économique. Dans cette compétition, seules les grandes agglomérations peuvent tirer parti des flux de ressources, ce qui renforce leur croissance et leur hégémonie.

Cette conception est un modèle économique, avec des acteurs en compétition, agissant indépendamment les uns des autres, même s'il existe entre eux des interdépendances. Ce modèle est clos sur lui-même, il est seulement soumis à l'influence de politiques publiques contemporaines renforçant ou non certaines caractéristiques des compétiteurs. Les processus historiques, les effets à long terme d'actions du passé, la « dépendance du sentier » n'y ont pas de place si ce n'est comme source des inégalités de taille observables actuellement.

La communication utilisera une série d'études empiriques sur les effets de la taille des villes dans les mesures de performance économique, sur la création d'entreprises réputées innovantes et sur la mobilité des personnes exerçant des professions dites « créatives » pour critiquer cette conception et proposer un autre regard sur les rapports entre les villes et l'activité économique.

Pierre FOURNIER et Cesare MATTINA (Université Aix-Marseille, LAMES)

Capitalisme industriel des territoires à faible densité et urbanité à la campagne

« Capitalisme industriel des territoires à faible densité et urbanité à la campagne »

En dehors des grandes villes, les entreprises du capitalisme industriel ont eu un impact important sur les processus d'urbanisation dans les territoires en milieu rural ou autour de villes moyennes. Implantées dès la moitié du XIXe siècle, elles ont été des vecteurs fondamentaux d'urbanisation progressive des campagnes et des petits villages ruraux ainsi que de l'affirmation de modes de vie urbains. Aujourd'hui, les promesses dont elles étaient porteuses n'ont été tenues qu'en partie. Certains sites continuent de prospérer et d'employer beaucoup de salariés, l'urbanisation et le niveau d'infrastructures de ces territoires ont globalement avancé, mais les espoirs de développement illimité tels qu'imaginés par les plans des différents ministères dans les années 1960 ne se sont pas réalisés : le désengagement du capitalisme privé des infrastructures des territoires a été parfois massif et inattendu, sans que d'autres vocations économiques aient pu se déployer, abandonnant derrière lui, selon les contextes, des pollutions massives et durables. Peut-on pourtant parler uniquement de déclin de ces territoires industriels ou bien les choses apparaissent-elles de façon plus complexe entre des groupes ayant accompli des parcours d'ascension sociale, des groupes ayant tiré parti des développements des activités tertiaires et d'autres ayant au contraire connu le déclassement ou l'émigration ?

> 11h45-13h45 : Pause déjeuner

Séances-ateliers du vendredi 19/10, 13h45-15h45

6. SECTEUR PUBLIC, SECTEUR PRIVE : QUELLES RELATIONS ?

Salle A (2^e étage - EHESS) – Présidée par : Rémi HABOUZIT - *Fin de cette séance prévue à 16h15*

Félix ADISSON et **Ludovic HALBERT** (Université Paris-Est, LATTS)

Etat et villes entre financiarisation et austérité. Les fonds d'investissements dans l'immobilier public italien (2003-2017)

Marie PIGANIOL (Max Planck Institute for the Study of Societies)

Les « doubles mouvements » de la marchandisation du foncier urbain

Véronique BIAU (ENSA Paris-La Villette, LET-LAVUE)

Les PPP (partenariats public-privé) urbains : quand un instrument du New Public Management traverse la Manche

Antoine GUIRONNET (Université Paris-Est, LATTS)

La financiarisation du capitalisme urbain dans les premières couronnes métropolitaines

Nicolas MAISETTI, **Felix ADISSON**, **Marie BIGORGNE**, **Martine DROZDZ**, **Ludovic HALBERT** (Université Paris-Est, LATTS), et **Françoise NAVARRE** (Université Paris-Est, Lab'Urba)

Politiques urbaines et austérité budgétaire : une analyse de l'investissement public local

7. EFFETS SOCIO-SPATIAUX DU CAPITALISME DANS LES ESPACES POPULAIRES

Salle B (2^e étage – EHESS) – Présidée par : Camille FRANÇOIS

Antoine LEVEQUE (Université de Lyon, Triangle / Science Po Lyon)

En quête d'attractivité : capitalisme urbain en banlieue rouge et relégation des quartiers d'habitat social

Clément BARBIER (Lab'Urba, Cresppa-CSU et CERAPS), **Cécile CUNY** (Université Paris-Est, LATTS), **David GABORIEAU** (Université Paris-Est, Lab'Urba), **Nicolas RAIMBAULT** (LISER)

En quête d'ouvriers. Logiques de (re-)production de la main d'œuvre logistique dans les coulisses métropolitaines

Collectif ROSA BONHEUR (Université de Lille, CLERSE)

La centralité populaire d'un territoire devenu périphérique : une résistance ordinaire à la domination

Lucas TRANCHANT (EHESS, LSQ-CREST / CESAER, INRA)

La logistique, facteur d'émergence de nouveaux territoires ouvriers dans la métropole parisienne ? Le cas de la ville nouvelle de Sénart

8. ECONOMIE NUMERIQUE, ECONOMIE ECOLOGIQUE

Salle de réunion (3^e étage - CNE) – Présidée par : Vincent BAGGIONI

Thomas AGUILERA (Science Po Rennes, ARENES), **Francesca ARTIOLI** (Université Paris-Est, Lab'Urba), **Claire COLOMB** (The Bartlett School of Planning University College London)

Les villes contre Airbnb ? Politisation et régulation des locations de courte durée et plateformes numériques dans les grandes villes européennes : une analyse comparée

Antoine COURMONT (Sciences Po Paris, CEE)

Réguler par la donnée le capitalisme urbain à l'ère du numérique. Le cas de la plateforme Waze

Carole BARTHELEMY (Université Aix-Marseille, LPED)

La nature urbaine, marqueur socio-spatial des effets du capitalisme ? Entre marchandisation, mobilisation et résistance, études de cas marseillais

9. PRATIQUES, POSITIONS ET STRATEGIES DES PETITS INVESTISSEURS

Salle pédagogique du musée d'archéologie méditerranéenne (1^{er} étage) – Présidée par : Clément RIVIERE

Garance CLEMENT (Université Paris Est, Lab'Urba), **Claire GELLEREAU** (Université de Lille, CLERSE)
Financer son logement à l'étranger : les classes moyennes face à des marchés résidentiels non familiaux

Pauline CLECH (Université de Santiago, COES)

Ségrégation urbaine et spéculation immobilière ordinaires en contexte néolibéral. Une analyse à partir du cas chilien

Lorraine BOZOULS (Sciences Po Paris, OSC / Università degli studi di Milano Bicocca, URBEUR-QUASI)

Des financiers en ville. Choix résidentiels et stratégies d'investissement des hauts cadres du secteur privé

Nicolas OPPENCHAIM, Julian DEVAUX, Dominique ANDRIEU et Jean-Philippe FOUQUET (Université de Tours, CITERES)

L'espace de l'hébergement Airbnb : des polarités sociales et résidentielles

10. LA PROMOTION IMMOBILIERE : ACTEUR CLE DE LA PRODUCTION DE L'ESPACE

Salle du Miroir (Rdc) – Présidée par Eleonora ELGUEZABAL : - *Fin de cette séance prévue à 16h15*

Loïc BONNEVAL (Université Lumière Lyon 2, Centre Max Weber)

Promoteurs immobiliers, bailleurs sociaux, collectivités locales : Des acteurs aux frontières des marchés du logement

Alexandre COULONDRE (Université Paris-Est, Lab'Urba)

Où faire couler le béton ? La construction gestionnaire de la valeur immobilière des villes françaises par les entreprises de promotion

Marine DUROS (EHESS, CMH-équipe ETT)

La fabrique sociale de la valeur des territoires. Ethnographie du siège français d'un cabinet mondial de conseil en immobilier d'entreprise

Sarah THIRIOT (Université Grenoble Alpes, PACTE)

Faire investir dans la rénovation de bureaux durables : le travail de construction de nouvelles logiques économiques par les acteurs du marché

Clément BARBIER (Lab'URBA, Cresppa-CSU et CERAPS), **Antonio DELFINI** (Université de Lille, CLERSE), **Fabien DESAGE** (Université de Lille, CERAPS)

Tout changer pour que rien ne change ? La reconversion immobilière des capitaux textiles au sein de l'agglomération lilloise (1960-2018)

AUTOUR DE LA BIENNALE

> Samedi **20 octobre** : **Visite urbaine de l'opération Euromed 2**, organisée par **Cesare MATTINA** (LAMES, AMU) et **Mathias BOURRISSOUX** (consultant, fondateur d'Espèces d'espaces).

Rendez-vous à **9h15 au métro Bougainville**, ligne 2 (sortie des tourniquets).

Visite gratuite sur inscription uniquement > CONTACT : cesare.mattina@univ-amu.fr

Plan de localisation du Campus Marseille de l'EHESS



Frais et modalités d'inscription à la biennale

Etudiant-e-s en master, doctorant-e-s et chercheur-e-s sans financement	Gratuit
Doctorant-e-s allocataires, post-doctorant-e-s et chercheur-e-s sur contrat	30€
Enseignant-e-s-chercheur-e-s et chercheur-e-s titulaires (MCF, PU, CR, DR, etc.)	95€

Les frais d'inscription peuvent être réglés :

- soit par virement bancaire sur le compte du RT9, dont les coordonnées bancaires sont les suivantes :

Etablissement : Banque postale, Centre financier 75900 Paris CEDEX 15

BIC : PSSTFRPPPAR

IBAN : FR54 2004 1000 0169 9765 0X02 011

Code établissement : 20041 – **Guichet** : 00001 – **Compte** : 6997650X020 – **Clé RIB** : 11

- soit par chèque à l'ordre du **RT9**, à adresser au RT9, 5 rue Coupefer, 31300 Toulouse.

Une attestation du règlement des frais d'inscription vous sera adressée après réception du paiement.

Dans les deux cas, merci de bien indiquer sur un **papier libre accompagnant le chèque ou en objet du virement le nom du/des participant-e-s et d'informer par mail le RT9 des démarches effectuées**

Pour des raisons pratiques, l'inscription doit être nécessairement effectuée **avant le 01/10/2018**.

Pour toute information, contactez le RT9 : RT9AFS@gmail.com